

politique commerciale est à l'étude, les programmes de développement régional aussi, et ainsi de suite.

C'est particulièrement vrai dans un pays qui a frôlé d'aussi près depuis deux ans une crise de confiance. Dans notre économie, l'expansion et l'emploi exigent des décisions et une direction sûres de la part du gouvernement fédéral. La participation progressive et active des provinces s'impose aussi. Elles doivent avoir la confiance et la capacité qui leur permettront de jouer un rôle actif. Les citoyens à titre individuel ou collectif et les sociétés privées doivent avoir l'esprit d'initiative grâce auquel ils joueront un rôle dynamique dans le secteur privé. Il ne faut pas plus négliger l'importance des provinces en matière d'emploi et d'expansion à travers le pays.

Or, loin de négocier avec les provinces, d'établir des priorités et un programme de collaboration en vue du développement du pays, le gouvernement actuel a déclaré la guerre aux provinces sur le plan financier. Au lieu d'un esprit de coopération, et de la confiance qui en découlerait, l'incertitude règne dans les provinces au sujet de leur avenir. Leurs efforts, quant au programme d'avancement et au rôle qu'elles pourraient jouer pleinement dans l'expansion de l'économie et l'accroissement de l'emploi, s'en trouvent naturellement compromis.

Leurs activités sont également atteintes, bien entendu, en raison du marché des obligations. Malgré les taux d'intérêt élevés, une psychose d'inflation rend les Canadiens de moins en moins disposés à investir dans les obligations à long terme. Les obligations suscitent peu d'intérêt. Je sais que le rendement de certaines obligations au Canada a marqué une amélioration récemment, mais on n'en voit pas beaucoup le résultat. Le marché n'a pas fait ses preuves. On a l'impression actuellement qu'il est très incertain et que la plupart des emprunteurs recevraient un accueil douteux, en ce qui concerne les émissions à moyen ou à long terme. Tout cela empêche les provinces de jouer l'un de leurs rôles essentiels.

Il importe que le gouvernement modifie sa politique à l'égard des provinces et qu'il assure, grâce au rôle anti-inflationniste actif que je propose, une certaine stabilité aux efforts financiers des gouvernements provinciaux. Les moyens à la disposition de l'entreprise privée, pour établir des programmes d'avant-garde en matière de développement, se trouvent également contrecarrés lorsqu'il s'agit de prendre des dispositions précises du côté du marché des obligations. Ne nous laissons pas leurrer par le mouvement à la

hausse enregistré dans certains secteurs du marché des valeurs, car il faut y voir là également un résultat de la psychose de l'inflation.

Toutes ces questions sont d'une importance pressante pour le gouvernement, et ce dernier crée en outre un climat d'incertitude chez les citoyens et les compagnies privées qui ont des intérêts dans la pêche, l'agriculture, l'industrie minière ou l'industrie de fabrication. La menace d'une guerre fiscale entre le gouvernement fédéral et les provinces—d'un embrouillamini fiscal—me semble alarmante. Cela n'est-il pas de nature à susciter la confusion et le manque de confiance?

Le ministre des Finances (M. Benson) suscite lui-même une certaine incertitude quant à la politique du gouvernement en matière de réforme fiscale quand il dit qu'il nous saisira de ses propositions sous forme d'un avant-projet de loi plutôt que dans le Livre blanc que le gouvernement libéral nous a d'abord promis. Qu'en pensent les Canadiens, les investisseurs, qui se méfient déjà trop d'un gouvernement qui a tendance à établir la loi sans beaucoup discuter et sans trop tenir compte des problèmes et complications qui pourront en résulter? Quel effet cette attitude aura-t-elle sur la confiance au Canada, confiance nécessaire à la création d'un nombre suffisant d'emplois? Qu'est-ce que le pays doit penser d'un ministre des Finances qui, en octobre, annonce la modification de la loi sur les biens transmis par décès mais qui n'a encore présenté aucune mesure à la fin de janvier? Il nous reste à la voir, bien qu'on nous ait promis, il est vrai, de nous la montrer demain. Je l'espère. Mais à quelle épreuve est soumise la confiance des gens?

Je pourrais parler, monsieur l'Orateur, de la nécessité d'une réforme monétaire internationale et signaler combien je suis déçu de l'attitude négative adoptée par le ministre des Finances, de sa tendance à traiter la crise du franc, par exemple, comme un problème européen, alors que le Canada devrait prendre l'initiative. En matière d'emploi ou de développement, aucun autre pays n'a plus raison que le Canada de prendre l'initiative d'une réforme monétaire. (*Applaudissements*).

Face à toute cette incertitude, à un chômage grandissant, à des prix à la hausse, face aux défis qui devront être relevés cette année, et à la lumière du coup infligé à la confiance canadienne par la nature incroyable du budget exposé en octobre dernier, le ministre des Finances a maintenant l'audace d'informer le pays, dans une déclaration faite à l'extérieur de la Chambre, qu'il n'aura peut-être pas à présenter d'autre budget